

COMMUNITY OF PRACTICE ON CHEMICALS IN PRODUCTS

Organized by the SAICM Secretariat and the University of Cape Town

Publié : 3 de 2021

Date de discussion : 17 juin 2021

Résumé de la discussion


Sujet de discussion : Produits chimiques dans les jouets

Cette discussion SAICM/UCT sur la Communauté de pratique des produits chimiques dans les produits (CiP CoP) était axée sur les produits chimiques dans les jouets. Les enfants absorbent les polluants par la bouche, la peau et en les respirant. Comme les enfants ont une activité main-bouche plus importante et une respiration plus rapide, ils absorbent plus de polluants que les adultes par rapport à leur poids corporel. Les jouets constituent un moyen important pour les produits chimiques toxiques de pénétrer dans le corps d'un enfant. De nombreuses études ont révélé des produits chimiques préoccupants dans les jouets achetés dans différents pays et régions, tels que les métaux lourds, les perturbateurs endocriniens et les polluants organiques persistants qui peuvent avoir un effet nocif sur la santé des enfants. Cependant, peu de systèmes réglementaires sont mis en place pour informer sur le contenu de ces produits. Les réglementations sur les produits chimiques dans les jouets dans de nombreux pays ne sont pas avancées ou appliquées, et de nombreux pays manquent d'approches pour garantir la transparence des produits chimiques dans les jouets à l'intérieur et à l'extérieur des chaînes d'approvisionnement. Le marché mondial des jouets connaît une croissance rapide et devrait atteindre 131 milliards de dollars d'ici 2025. L'absence ou le manque d'informations sur les produits chimiques toxiques dans les jouets sur les étiquettes des produits soulève des inquiétudes quant aux effets environnementaux des jouets toxiques, en particulier lorsque les produits sont jetés, jetés dans décharges, ou éliminés par brûlage à l'air libre ou incinération. Les produits chimiques toxiques contenus dans les jouets peuvent être rejetés dans l'environnement, causant de la pollution et affectant la santé. Par conséquent, le but de cette discussion était de comprendre les problèmes de divulgation des produits chimiques préoccupants dans les jouets ; et des suggestions ont été faites pour améliorer les réglementations et la transparence des informations chimiques dans le secteur des jouets afin de garantir que les jouets sont sans danger pour les enfants et l'environnement.

Cette discussion a exploré les aspects sur les produits chimiques dans la réglementation des jouets, la surveillance et le partage d'informations avec les consommateurs dirigés par une équipe dynamique de présentateurs.


Pour afficher la présentation PowerPoint de cette discussion, cliquez sur [ici](#).

À PROPOS DU PRÉSENTATEUR



Olga Speranskaya est co-directeur de Health and Environment Justice Support (HEJSupport), une organisation internationale visant à atteindre un environnement sain et une justice environnementale pour

les personnes. HEJSupport travaille au niveau politique mondial, régional et national et directement avec les communautés affectées par les produits chimiques toxiques et les déchets. Le Dr Speranskaya est également conseiller principal au Réseau international d'élimination des polluants (IPEN), un réseau mondial d'organisations à but non lucratif dans plus de 120 pays qui travaillent ensemble pour un environnement sans produits toxiques. Elle a reçu les prix Goldman 2009 et 2011 du PNUE Earth Champion pour l'activisme environnemental de base en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale. info@hej-support.org; <http://hej-support.org>




Varuzhan Gyurjyan est administrateur de Mankan LLC, le principal fabricant de jouets en Arménie. Le premier magasin de jouets a été ouvert à Erevan en 1998. L'entreprise produit des jouets pour Arménie et autres pays de l'Union économique eurasiennne et UE.

<http://www.mankan.am>




Gohar Khodjayan est un Spécialiste en communication à ONG des Femmes arméniennes pour la santé et un environnement sain (AWHHE) basée à Erevan, en Arménie. Depuis 1999, AWHHE a mis en œuvre avec succès plus de 140 projets. AWHHE est le point focal national de l'ONG SAICM et membre du Réseau international

pour l'élimination des polluants (IPEN). Mme Gohar Khojayan est responsable de l'éducation du public, du plaidoyer et de la participation des parties prenantes. Elle représente AWHHE dans les processus liés à la SAICM. office@awhhe.am; <http://www.awhhe.am>



Thony Dizon travaille pour EcoWaste Coalition depuis plus de 10 ans. Il gère la campagne de sécurité chimique de l'organisation à travers le projet Toxic-Free pour les droits de l'homme et le développement durable aux

Philippines (Project Toxic-Free Philippines). info@ecowastecoalition.org; <http://ecowastecoalition.blogspot.com>



Ram Charitra Sah, détient un B.Sc. en foresterie et M.Sc. Sciences de l'environnement. Il est directeur exécutif et scientifique de l'environnement au Centre pour la santé publique et le développement

environnemental (CEPHED) dédié à la protection de la santé publique et de l'environnement par la recherche, la sensibilisation et le renforcement des capacités, et le dialogue politique. Le CEPHED est une organisation participant à l'IPEN et a fait partie de campagnes mondiales et nationales et de travaux de plaidoyer sur les produits chimiques toxiques, la santé et l'environnement. M. Charita Sah a été le pionnier de la question de la sécurité chimique et des produits chimiques toxiques au Népal en menant des recherches révolutionnaires dans ce domaine. info@cephed.org.np; www.cephed.org.np

2021 DISCUSSION 3 RÉPARTITION DE LA PRÉSENCE

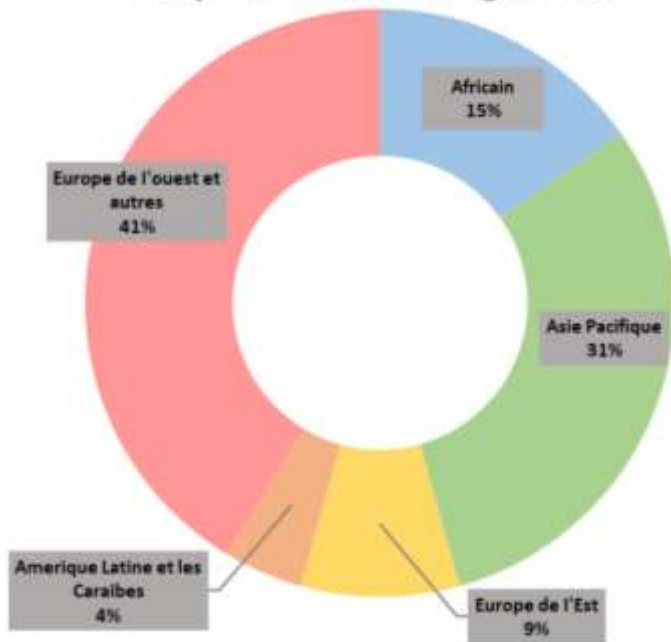
TOTAL DISCUSSION 3 PARTICIPANTS: 46

Femmes – 57%

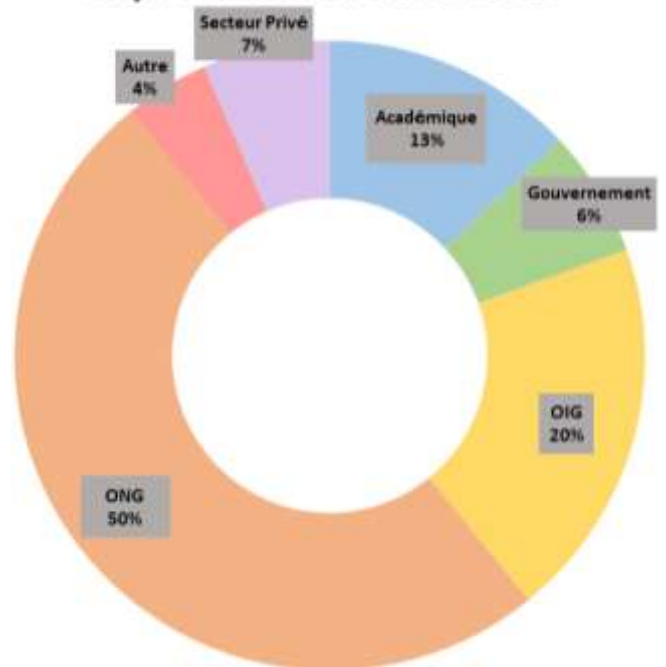
Hommes – 41%

Inconnu – 2%

Répartition régionale



Représentation du secteur



Clé:

OIG – Organisations intergouvernementales

ONG – Organisations non gouvernementales

Communauté de pratique sur les produits chimiques dans les produits 2021 Discussion 3

Il y a trois domaines clés identifiés et discutés en relation avec les produits chimiques dans les jouets :

1. Réglementer les produits chimiques dans les jouets

- 80 % des pays participants sont parties à la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et pourtant, la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) participants n'ont ni législation sur les produits chimiques ni législation spécifique réglementant les produits chimiques dans les jouets.
- Le rapport du Rapporteur spécial sur les implications pour les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des substances et déchets dangereux, met en lumière diverses violations des droits de l'enfant et déclare que « les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits de l'enfant » et « d'empêcher les enfants d'être exposés à des substances toxiques provenant de leurs activités, à la fois directement et indirectement ». Le rapport demande en outre une attention particulière « au potentiel pour les enfants d'être exposés à des substances toxiques par leurs activités, à travers les produits qu'ils fabriquent ou vendent ».
- Différentes régions et pays ont des réglementations différentes, et il n'y a pas de législation internationale pour restreindre les produits chimiques dangereux dans les jouets. Tous ceux qui ont participé au sondage (N=22) ont estimé qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale des produits chimiques dans la réglementation des jouets.
- **Les fabricants de jouets sont un acteur clé dans la réduction et l'élimination des produits chimiques dangereux dans les jouets.** Il a été souligné que les fabricants de jouets devraient se conformer aux juridictions nationales et/ou régionales afin de ne pas exporter de jouets dangereux. (Par exemple, la directive de l'UE et le règlement technique de l'Union économique eurasiennne sur la sécurité des jouets).

2. Surveillance des produits chimiques dans les jouets

- De nombreux participants ont mentionné que bien qu'il y ait actuellement un manque de surveillance des jouets et des produits chimiques préoccupants dans les jouets dans leurs pays, l'importance de ce type de surveillance est reconnue.
- **Gouvernements, instituts scientifiques et ONG** jouent un rôle essentiel en soutenant et en menant des recherches sur les effets nocifs des jouets. Ils sont également essentiels pour identifier des alternatives et soutenir une évaluation plus approfondie afin d'éviter des substitutions regrettables (c'est-à-dire le remplacement d'un produit chimique par un autre qui est finalement également dangereux).
- **Surveillance** de produits chimiques toxiques dans les jouets peut déclencher des décisions législatives importantes.
- **De bonnes données sont nécessaires pour une action en justice.** Par exemple, les données générées par l'enquête de marché périodique menée par EcoWaste Coalition aux Philippines ont été utilisées pour constituer un dossier juridique en 2018. Cela a conduit à la Loi sur l'étiquetage de la sécurité des jouets et des jeux promulgués en 2019.

3. Accès des consommateurs à l'information

- **Des informations précises et détaillées** sur les emballages et les étiquettes des jouets sont essentiels pour que les consommateurs aient accès à l'information.
- **Les règles et systèmes d'étiquetage des jouets diffèrent d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre.**
- Certaines étiquettes peuvent induire les consommateurs en erreur avec de fausses informations ou ne contenir aucune information d'avertissement pour les acheteurs sur le danger des produits chimiques contenus dans le jouet.
- L'Agence européenne des produits chimiques a donné un bon exemple de divulgation de substances toxiques dans les produits en développant une base de données qui offre une plus grande transparence des informations aux fabricants, consommateurs, recycleurs. Les exigences exigent que toutes les substances extrêmement préoccupantes identifiées dans le cadre de la législation chimique de l'UE REACH dans des concentrations d'au moins 0,1% en poids de tous les composants constitutifs des produits, soient signalées à l'Agence européenne des produits chimiques et soient incluses dans la base de données.
- L'absence ou le manque d'informations sur les produits chimiques toxiques dans les jouets sur les étiquettes des produits a soulevé des inquiétudes quant aux effets environnementaux des jouets toxiques, en particulier lorsque les produits sont jetés, jetés dans des décharges ou éliminés par combustion à ciel ouvert ou incinération. Les produits chimiques toxiques contenus dans les jouets peuvent être rejetés dans l'environnement, causant de la pollution et affectant la santé.

ANNEXE

RÉSUMÉ DÉTAILLÉ DE LA DISCUSSION 3:

LA DISCUSSION A ÉTÉ STRUCTURÉE AUTOUR DE TROIS QUESTIONS ET LES PRINCIPALES APPORTS DE DISCUSSION DES PARTICIPANTS SONT PRÉSENTÉS SOUS CHACUNE:

Question 1. Votre pays a-t-il des réglementations sur les produits chimiques préoccupants dans les jouets, sont-elles fonctionnelles et appliquées et quels produits chimiques dans les jouets sont réglementés?

Résumé des commentaires de différents pays et secteurs, bien que pas nécessairement représentatifs:

ARMÉNIE (Secteur privé)	- Mankan, un fabricant de jouets en Arménie, fabrique actuellement des peluches. - Les matériaux utilisés sont organiques et ne contiennent donc aucun élément toxique.
BANGLADESH (ONG)	- Malheureusement, il n'y a pas de réglementation sur les produits chimiques utilisés dans les jouets. - L'Organisation pour l'environnement et le développement social (ESDO) a préparé un rapport d'étude sur les « Jouets toxiques : contenu en métaux lourds et perception du public au Bangladesh » en 2013. - Dans la continuité de la surveillance des jouets toxiques, ESDO a effectué des recherches approfondies sur le BPA (bisphénol A). - Le BPA est utilisé pour fabriquer des jouets, des contenants de stockage de nourriture, des équipements de sport, des bouteilles en plastique, y compris des bouteilles d'eau, des équipements électroniques, des scellants dentaires, des CD et des DVD.

- Il affecte fortement le système nerveux, cardiovasculaire, endocrinien et provoque l'obésité, le diabète et le cancer dans les cas graves.
- L'ESDO avait examiné 12 échantillons de jouets et sondé les consommateurs et les détaillants de jouets.
- Un laboratoire de l'Université du Minnesota Duluth, aux États-Unis, a effectué les tests.
- La teneur moyenne en BPA était de 0,87 (µg/L) dans les échantillons.
- C'est 22 fois plus élevé que la limite autorisée standard de l'UE.
- Il était également évident que la couleur jaune a un niveau de BPA systématiquement plus élevé dans notre résultat d'échantillon, tandis que le plus bas était dans les échantillons de couleur verte et blanche.
- Selon l'enquête de l'ESDO, les jouets sont les produits les plus achetés et une grande partie (95 %) de la population interrogée n'est pas au courant des effets du BPA sur la santé.
- ESDO travaille à étendre ce rapport aux peintures contenant du plomb qui sont utilisées dans les jouets.
- **Lien du rapport:**
<https://ipen.org/sites/default/files/documents/ESDO%20Study%20Report%20on%20Toxic%20Toys%20in%20Bangladesh.pdf>

CAMEROUN
(ONG)

Apport français:

- Il n'y a pas de loi spéciale au Cameroun sur les produits chimiques et les jouets pour enfants.
- Le Cameroun est membre de la SAICM et reste soumis à ses exigences.
- De plus, le pays a signé et des conventions internationales sur les produits chimiques tels que Stockholm, Bâle, etc...
- Des efforts restent à faire au niveau national en ce qui concerne les produits chimiques et les jouets.

ALLEMAGNE
(ONG)

- Les inquiétudes récentes de l'UE vont vers la vente en ligne de jouets.
- Dans l'UE, la directive Safe Toys régleme les produits chimiques, cependant, il existe plusieurs lacunes.
- Les CMR ne sont interdits qu'à la surface des jouets, mais de nombreux désinfectants, allergènes, neurotoxines et EDC ne sont pas réglementés.
- Il existe des réglementations locales et régionales, mais à l'ère d'eBay et d'Amazon et des achats internationaux, cela ne fonctionne pas toujours.

HONG KONG
(Secteur privé)

- Une approche pourrait être une approche de précaution, comme l'ordonnance suisse sur les encres d'imprimerie.
- Une autre approche pourrait être d'avoir une liste positive.
- Si quelqu'un souhaite utiliser un nouveau produit chimique, il doit partager les données toxicologiques.

L'IRAN
(Académique)

- Il y a beaucoup de nouvelles et d'alertes dans les journaux locaux sur le danger des produits chimiques dans les jouets.
- Pas au courant des réglementations gouvernementales sur les produits chimiques dans les jouets.

NÉPAL
(ONG)

- Toys Standard Adopté le 16 janvier 2017, est entré en vigueur le 18 juin 2017 et suspendu le 17 novembre 2017 en raison de la pression du secteur des entreprises.
- La norme comprenait 12 produits chimiques : plomb, mercure, cadmium, chrome, arsenic, zinc, sélénium, antimoine, baryum, brome, BPA et phtalates
- Une nouvelle norme plus faible a été suggérée en 2018 et ne contient pas de BPA, de phtalate, de zinc ou de brome.
- Cela n'a pas encore été publié dans la Gazette.
- Une norme aidera les consommateurs à obtenir des produits plus sûrs, aidera le gouvernement à réglementer l'importation et l'exportation et la protection des consommateurs, aidera l'industrie à stimuler ses exportations, ses revenus et son image.
- De nouveaux produits chimiques entrent dans la chaîne d'approvisionnement des jouets, il faut donc générer davantage de preuves à l'échelle mondiale pour suivre la toxicité de ces nouveaux produits chimiques.
- Des alternatives plus sûres sont disponibles.
- Le développement de la science et de la technologie serait bénéfique.
- Le gouvernement du Népal a effectué une surveillance des jouets pendant le processus d'adoption de normes obligatoires, mais le rapport n'a jamais été rendu public.

PHILIPPINES
(ONG)

- Aux Philippines, certains produits chimiques contenus dans les jouets sont réglementés, mais pas tous.
- La mise en œuvre et l'application sont toujours préoccupantes.

AFRIQUE DU SUD

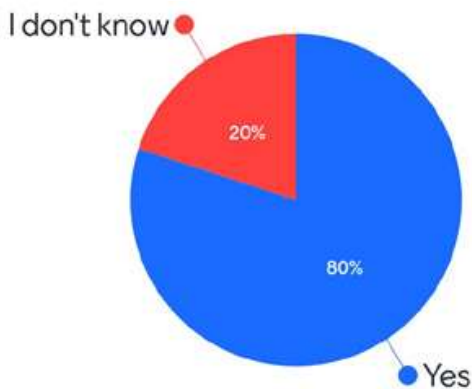
- Pas de politique de gestion des produits chimiques ni de réglementation pour les jouets.

- (Académique) - Ceci est problématique car les fabricants n'ont pas besoin de divulguer des informations sur les produits chimiques contenus dans leurs produits.
- SRI LANKA** (ONG)
 - Il n'y a pas de loi sur ces produits chimiques.
 - Malheureusement, il n'y a pas d'installations pour vérifier les jouets.
 - L'élaboration d'une réglementation profitera au Sri Lanka, en particulier si l'on pense aux familles à revenu faible et moyen qui ne peuvent pas se permettre des jouets coûteux censés être sûrs.
 - Si des tests sont effectués et des demandes de limites réglementées établies ou une certification par un tiers établie, cela contribuerait à créer un marché des jouets sûrs.
- SURINAM** (Gouvernement)
 - Pas encore de réglementation sur les produits chimiques dans les jouets.
- LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** (Secteur privé)
 - Il existe des restrictions chimiques efficaces.
 - Celles-ci sont effectivement appliquées aux ports d'entrée et par la surveillance/le rappel des détaillants.
 - Les éléments lourds, les phtalates, les nitrosamines sont spécifiquement limités, et tout les CMR, irritants oculaires et cutanés, matières toxiques aiguës ou chroniques sont également interdits.
- COMMENTAIRES DU PRÉSENTATEUR (HEJSupport International)**
 - Seul un nombre limité de produits chimiques sont réglementés dans les jouets.
 - Les listes de produits chimiques réglementés dans les jouets varient.
 - Il y a peu de chevauchements entre les politiques existantes, ce qui entraîne des niveaux de protection différents pour les enfants vivant dans différents pays et régions.
 - Il n'y a pas de législation internationale sur laquelle les produits chimiques devraient être interdits ou limités dans les jouets en premier lieu. Par conséquent, les fabricants de jouets doivent se conformer aux exigences des différentes juridictions afin de pouvoir exporter leurs produits.

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative.

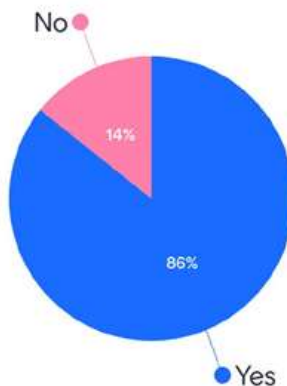
Résultats du sondage 1 (N=5):

Votre pays est-il partie à la Convention des droits de l'enfant (CDE)?



Résultats du sondage 2 (N=7):

Les droits de l'enfant sont-ils reconnus dans la Constitution de votre pays?



Résultats du sondage 3 (N=22):

Serait-il bon d'avoir une approche globale des produits chimiques dans la réglementation des jouets ?

Oui -100%
Non - 0%

Résultats du sondage 4 (N=18):

En quoi serait-il avantageux d'avoir des réglementations sur les produits chimiques dans les jouets en place dans votre pays?

Santé et sécurité de la santé humaine et de l'environnement (n = 12):

- « La réponse est claire : la sécurité des enfants, des travailleurs et de l'environnement.
- « Plus sûr pour les enfants »
- "Cela garantirait que la responsabilité de protéger les enfants ne repose pas entièrement sur les épaules des parents ou du tuteur de l'enfant, mais aussi sur les fabricants et le gouvernement."
- « Les enfants sont plus sensibles que les adultes aux effets des produits chimiques ; le jeu est une activité de développement critique et devrait être sûr ».
- « Plus sûr pour l'environnement (lors du recyclage en fin de vie). »
- « Aidez les consommateurs à obtenir des produits plus sûrs. »
- « La réglementation chimique a surtout profité à la santé humaine et à l'environnement.
- « Cela créerait un environnement sain et la génération future. »
- « Sauvez les futures personnes des produits chimiques toxiques. Créer un environnement sûr et des opportunités commerciales équitables ».
- "Plus sûr pour l'environnement et la santé humaine."
- « Plus de sécurité pour les enfants, plus de transparence ».
- "Nous devons développer une législation bien avancée pour assurer la sécurité des enfants et éviter les doubles standards lorsque des jouets interdits dans un pays pour des raisons de sécurité chimique sont importés dans d'autres pays avec des réglementations moins strictes."

Impacts des importations et des exportations (n = 2):

- "Aidez le gouvernement à réglementer l'importation et l'exportation et la protection des consommateurs et aidera l'industrie à stimuler ses exportations, ses revenus et son image."
- « Coût croissant des jouets ».

Génération et partage d'informations (n = 4):

- « Ainsi, les consommateurs peuvent faire un choix éclairé et réduire l'exposition des enfants aux produits chimiques nocifs. »
- "Plus de clarté dans la chaîne d'approvisionnement."
- « Parce que de nouveaux produits chimiques entrent dans la chaîne d'approvisionnement des jouets, davantage de preuves

Sondage 5 Résultats (N=5):

Pourquoi les réglementations sur les produits chimiques dans les jouets devraient-elles être continuellement révisées?

Nouvelles informations (n = 2):

- « Basé sur de nouvelles informations issues de l'étude. »
- « Parce que les nouveaux produits chimiques quotidiens sont identifiés comme dangereux ou toxiques. »

Développement de nouveaux produits chimiques (n = 3):

- « Parce que de nouveaux produits chimiques entrent dans la chaîne d'approvisionnement des jouets, davantage de substances toxiques sont générées dans le monde, des alternatives plus sûres sont disponibles, le développement de la science et de la technologie. »
- « L'industrie développe de nouvelles substances ; la protection de la santé des enfants doit être un effort continu.
- « Pour suivre le rythme de l'innovation dans les jouets et les nouvelles sciences. »

Question 2. Si votre pays contrôle les produits chimiques dans les jouets, ces informations sont-elles accessibles au public ? Si votre pays n'effectue pas de surveillance des produits chimiques dans les jouets, que faut-il pour que cela se produise ?

ARMÉNIE
(ONG)

- Les consommateurs devraient avoir plus de voix.
- L'étiquetage est un problème déterminé par la demande - les mères ou les gardiens d'enfants doivent être informés et doivent disposer d'outils pour influencer le suivi.
- En Arménie, les groupes de parents (mères) dans les jardins d'enfants sont une force !

CAMEROUN (ONG)	<p>Apport français:</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 2020, avec le soutien de l'IPEN, des échantillons de jouets pour enfants sur le marché ont été collectés et analysés. - Les résultats sont destinés à être rendus publics afin d'intensifier les actions de veille et de plaider pour un cadre juridique et réglementaire au niveau national.
ALLEMAGNE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - La liste Rappex est utilisée dans l'UE. - L'UE offre un accès public à ses directives et documents, mais il n'existe aucun système sur les produits signalant des taux élevés de produits chimiques spécifiques. - D'un autre côté, les jouets qui ont SHC ne sont pas autorisés à arriver sur le marché. - Cependant, il existe un énorme écart en termes de surveillance des jouets vendus en ligne en Allemagne et dans l'UE.
HONG KONG (Secteur privé)	<ul style="list-style-type: none"> - Les jouets écologiques sont une solution possible. - Veillez remplir le sondage ci-dessous concernant les jouets écologiques: https://rebrand.ly/ECO-Friendly-Toys-Survey - Il sera utile de voir une fois que l'UE ouvrira les informations SCIP pour les consommateurs, liées au plan de transparence des produits de l'UE.
L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Les médias, la télévision, les journaux, etc... sont utiles pour partager l'information. - Il y a des informations sur différents bisphénols, formaldéhydes, polyphénols, etc... dans les jouets et comment les éviter dans les actualités iraniennes. - La source: https://irchem.ir - Il est de la responsabilité du gouvernement, des ONG, du système académique, etc... de sensibiliser la population. - Les agences de réglementation mondiales ont la responsabilité de s'assurer que toutes ces lois et réglementations dans les pays en développement sont en place, sont en règle et mises à jour et sont APPLIQUÉES !
NÉPAL (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Comme il n'y a pas de règlement sur les enfants, aucun contrôle n'est en cours. - Tout d'abord, chaque pays qui a adopté la politique émergente de la SAICM CIP et qui est partie au CRC, devrait promulguer une réglementation sur les jouets avec la fourniture obligatoire d'une surveillance régulière du marché et de l'industrie et rendre les résultats publics. - Surveiller sans rendre le résultat public n'a pas de sens pour le public qui a besoin d'être protégé. - Disposer d'une politique de surveillance, d'un plan, d'une infrastructure de test (laboratoire de bonne qualité, formation et ressources humaines) et d'une allocation suffisante du budget annuel national est essentiel pour effectuer la surveillance des produits chimiques dans les jouets. - L'engagement d'un public plus large de parties prenantes, en particulier les ONG de santé infantile, les droits de l'enfant et la protection de l'enfance et les sociétés pédiatriques - Le rôle principal de surveillance des jouets devrait être assuré par le gouvernement. - Cependant, les ONG ont joué et continuent de jouer un rôle vital dans de nombreux pays dans la surveillance des produits chimiques dans les jouets pour enfants. - Le milieu universitaire peut également faire le suivi. - Il devrait y avoir une disposition obligatoire dans chaque entreprise et industrie de fabrication de jouets pour tester chaque lot de jouets avant qu'il ne quitte les locaux de l'industrie pour le marché. - Les industries doivent maintenir les normes par elles-mêmes. - Il n'y a pas non plus de contrôle des produits en ligne, y compris les jouets vendus au Népal.
PHILIPPINES (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation du contrôle des jouets vendus en ligne pose toujours problème. - Pendant la pandémie, la vente de produits, y compris de jouets, sur les plateformes d'achat en ligne a explosé, de sorte qu'un problème de surveillance et de réglementation de la sécurité devient une préoccupation majeure.
QATAR (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de surveillance au Qatar. - Travaille actuellement sur la législation, ce qui prendra un certain temps en raison des différentes entités impliquées.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - L'Afrique du Sud n'effectue aucune surveillance. - Il faudrait pour cela qu'il y ait une loi. - Si la législation l'exigeait, les chercheurs et autres institutions pourraient aider le gouvernement avec les données nécessaires à la surveillance, mais en fin de compte, le gouvernement doit exercer une surveillance.
SRI LANKA (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut d'abord établir les règles et réglementations nécessaires pour les jouets chimiquement sûrs.
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources gouvernementales sont limitées pour le maintien et l'évolution cohérente des programmes de réglementation.

- Les agences nationales de compétence pourraient collaborer avec les parties prenantes (universitaires, y compris) et aider à l'éducation, à l'information et aux changements de comportement, y compris l'étude et l'évaluation des questions d'intérêt local et/ou national.
- S'engager et s'engager dans un projet pertinent est souvent une expérience précieuse et aide à améliorer la sensibilisation et l'engagement, le cas échéant.

**LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE**
(Secteur privé)

- La CPSC des États-Unis exige une certification obligatoire de tous les jouets et des contrôles aux points d'entrée, en ligne et au niveau de la vente au détail.
- L'industrie doit être la première ligne de surveillance des produits chimiques, mais le gouvernement doit être actif dans ce domaine pour dissuader les opérateurs malhonnêtes.
- L'erreur fondamentale dans toutes les questions discutées est qu'elles se concentrent sur le contenu chimique, et non sur l'exposition potentielle ou le risque réel.
- La norme népalaise proposée par le CEPHED était impraticable et le gouvernement a par la suite accepté de s'aligner sur les normes internationales de sécurité des jouets.

ZAMBIE
(ONG)

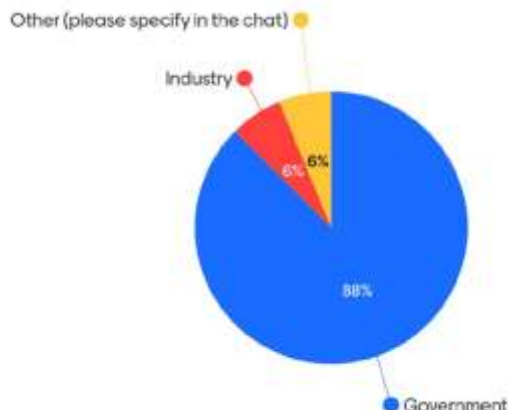
- Mettre en place un contrôle juridiquement contraignant en promulguant la loi pour éliminer progressivement la peinture au plomb et le plomb dans les jouets serait la meilleure solution possible.

**COMMENTAIRES
DU
PRÉSENTATEUR**
(HEJSupport
International) :

- La surveillance des produits chimiques dans les jouets pourrait déclencher l'élaboration de réglementations dans les pays où il n'existe pas de législation réglementant les produits chimiques dans les jouets.
- **Ceci est le lien vers l'examen du PNUE des politiques et réglementations relatives à la sécurité des jouets liés aux produits chimiques dans certains pays à revenu faible et intermédiaire:**
https://saicmknowledge.org/sites/default/files/publications/UNEP_Review_Toy_Safety_policies_LMIC_final.pdf
- De nombreux pays n'ont toujours pas de réglementation sur les jouets.
- Ce n'est pas une excuse pour ne pas surveiller les produits chimiques dans les jouets.
- Comme cela a été noté dans les présentations d'aujourd'hui, la surveillance des produits chimiques dans les jouets peut être un point de départ pour les parties prenantes afin d'initier le développement de la législation.
- Les jouets vendus en ligne sont particulièrement préoccupants car ils sont généralement beaucoup moins réglementés.
- L'idée d'une base de données mondiale accessible au public sur les substances chimiques préoccupantes dans les jouets (en utilisant la base de données SCIP de l'UE à titre d'exemple) sera utile pour les consommateurs, les fabricants et les recycleurs.
- À partir de juillet 2021, tous les jouets vendus en ligne dans l'Union économique eurasiatique devront se conformer au règlement technique de l'UEE sur la sécurité des jouets. C'était en grande partie le résultat de la pression publique et des demandes des consommateurs pour la sécurité des jouets.

Sondage 6 Résultats (N=16):

À qui pensez-vous qu'il incombe de surveiller les substances chimiques préoccupantes dans les jouets?



Sondage 7 Résultats (N=18):

Existe-t-il une liste des jouets pour enfants rappelés et interdits dans votre pays ? Répondez oui, non ou je ne sais pas et indiquez le pays d'où vous venez.

Non – 12 (67%)

Oui – 5 (28%)

Je ne sais pas – 1 (5)

Pays qui ont dit « oui » :

L'Iran

L'Union européenne

les états-unis d'Amérique

Pays qui ont dit « non » :

Népal

Philippines

Sri Lanka

Afrique du Sud

Pays qui ont dit « Je ne sais pas » :

Allemagne

Résultats du sondage 8 (N=14):

Comment les jouets vendus en ligne sont-ils contrôlés dans votre pays?

Pas de suivi – 11 (79 %)

Suivi effectué – 3 (21 %)

Question 3. Comment le fait de connaître les produits chimiques préoccupants contenus dans les jouets aidera-t-il les consommateurs et les autorités de réglementation de votre pays à faire le bon choix?

ARMÉNIE
(ONG)

- Le recyclage des déchets dangereux en de nouveaux produits est une préoccupation majeure.
- Si elle est développée, la base de données mondiale devrait être maintenue dans au moins toutes les langues des Nations Unies.
- Cette discussion a identifié un certain nombre de problèmes qui pourraient déjà être repris pour un suivi/une action mondiale.

CAMEROUN
(ONG)

Apport français:

- Connaître les substances chimiques contenues dans les produits et jouets, limiter les risques chimiques, protéger la santé des enfants et l'environnement.
- Le respect de l'étiquetage doit être exigé avec la description des composants du produit dans la langue nationale du lieu de commercialisation.

ALLEMAGNE
(ONG)

- Il y a un énorme manque d'informations sur les substances dangereuses (HS) dans les jouets du côté public en Allemagne.
- C'est à nous, OSC, d'informer le public.
- WECF, depuis plus de dix ans, mène un programme appelé www.nesting.org, informer sur le SH dans les produits et comment éviter les risques, y compris en demandant des réglementations.
- Notre brochure sur les jouets est disponible en 10 langues ; Vous pouvez le trouver ici: <https://nestbau.info/broschueren/>
- Une base de données permettrait d'éviter le retour du SH dans les produits à partir de matériaux recyclés.

HONG KONG
(Secteur privé)

- Je pense que tout ce dont nous parlons peut-être appliqué à toutes sortes de produits de consommation, en particulier les produits sensibles comme les jouets, les cosmétiques, les textiles, les emballages alimentaires etc...
- Puisqu'ils vont sur notre peau, et nous les consommons.
- Oui, la base de données serait bonne pour la transparence (tout en protégeant les informations confidentielles) et aidera à l'application et à la surveillance.

L'IRAN
(Académique)

- En Iran, il y a déjà beaucoup d'informations disponibles sur les produits chimiques dans les jouets à la télévision, dans les journaux, etc.
- Comme d'habitude, des articles universitaires sortent, mais il semble que le gouvernement soit en retard sur le calendrier pour attraper, suivre et appliquer.
- Cela peut être dû aux récents problèmes et sanctions mondiaux.

NÉPAL
(ONG)

- Une fois que les substances chimiques préoccupantes dans les jouets sont connues, les consommateurs peuvent faire des choix et des achats éclairés.
- Le gouvernement peut facilement et efficacement réglementer les jouets toxiques.

	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises productrices de jouets peuvent améliorer leur image et leur réputation, ainsi que stimuler leurs exportations et leurs revenus. - Les informations concernant tous les produits chimiques préoccupants doivent être correctement étiquetées conformément à la pratique standard internationale. - Une allocation appropriée de l'espace d'étiquetage, un langage compréhensible, une taille de police et une couleur clairement visible sont également nécessaires. - L'étiquette doit également être accompagnée des panneaux d'avertissement car elle est très essentielle. - Les premières informations sur les produits chimiques nocifs pour la santé devraient être communiquées au public. Les informations alarmantes doivent être imprimées en rouge. - Il devrait y avoir l'intention de rendre les produits recyclés aussi sûrs que les produits originaux. - L'étiquetage des produits chimiques dans les jouets profite à la gestion des déchets. - Étant donné que les pratiques et les approches de gestion des déchets contenant des produits chimiques et des déchets généraux sont complètement différentes. - Cela contribuera également à réduire la charge environnementale des produits chimiques toxiques ainsi qu'à éliminer les sources d'exposition professionnelle de la main-d'œuvre de traitement des déchets. - Des produits recyclés plus sûrs atteindront les mains du consommateur. - Les gens devraient apprendre où et comment éliminer les produits chimiques et les déchets chimiques ou les jouets de manière appropriée. - Les mentalités des dirigeants politiques devraient également être modifiées.
PHILIPPINES (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Les informations d'étiquetage sont importantes car elles donneront au consommateur le droit de savoir.
QATAR (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Pour aider à évaluer les risques pour la santé et la gestion du traitement des déchets.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Il est important d'avoir des produits chimiques sur les étiquettes, mais ce n'est qu'une étape. - Les consommateurs ont alors besoin d'informations sur les produits chimiques et les risques pour leurs enfants, ainsi que d'un accès à des jouets alternatifs non toxiques.
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Secteur privé)	<ul style="list-style-type: none"> - La divulgation complète des ingrédients est inutile et non souhaitée par la plupart des consommateurs. - Cette information serait déroutante et inutilement alarmante. - Seules les informations nécessaires à une manipulation et à une utilisation en toute sécurité doivent être divulguées. - Une meilleure sécurité des jouets ne sera pas obtenue par des exigences supplémentaires ou la divulgation des ingrédients, mais par une bien meilleure application des normes existantes.
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des droits des consommateurs.
COMMENTAIRES DU PRÉSENTATEUR (HEJSupport International) :	<ul style="list-style-type: none"> - Les produits chimiques toxiques n'ont pas leur place dans les jouets. - Il existe jusqu'à 350 000 produits chimiques sur le marché mondial. La plupart d'entre eux n'ont pas été testés pour leurs propriétés dangereuses. - Seul un nombre limité de produits chimiques est réglementé dans les jouets. - Il existe des différences significatives entre les exigences de sécurité pour les substances chimiques dans les jouets entre les pays et les régions. - L'approche chimique par produit chimique est appliquée dans la plupart des réglementations existantes. - Les consommateurs, les détaillants et les recycleurs ignorent en grande partie le contenu chimique des jouets. - De bonnes initiatives sont en route. Cependant, étant donné la nature internationale du secteur du jouet, y compris la chaîne d'approvisionnement, des exigences internationales plus strictes sont nécessaires pour garantir que les jouets sont également sûrs pour tous les enfants du monde entier. - La divulgation du contenu toxique des jouets aidera les consommateurs et les détaillants à plaider en faveur d'une réglementation et d'une application strictes.

Résultats du sondage 9 (N=10):

Quelles informations sur les produits chimiques devraient figurer sur les étiquettes des jouets ? Doit-il être accompagné des signes avant-coureurs?

Informations sur les produits chimiques préoccupants (n = 4):

- « Des signes oui, langue nationale ! Produits chimiques préoccupants, divulgation complète.
- Si des produits chimiques réglementés préoccupants sont présents dans les jouets, cela doit être clairement indiqué sur l'étiquette et des panneaux d'avertissement doivent être inclus.
- Il devrait y avoir des informations sur les produits chimiques préoccupants utilisés pour fabriquer ces jouets et les risques pour la santé associés à ces produits chimiques.
- Il doit contenir des informations sur tous les produits chimiques préoccupants ainsi que des panneaux d'avertissement. »

Information pour des raisons de sécurité (n = 3):

- « Rien au-delà de ce qui est nécessaire pour une manipulation et une utilisation en toute sécurité. Les consommateurs veulent juste savoir que le produit est sûr à utiliser et que la sécurité est surveillée par le gouvernement. »
- Un signe de sécurité défini provenant d'un système de surveillance serait vraiment utile, car certains parents ne savent pas si un ingrédient est nocif bien qu'il soit mentionné sur l'étiquette.
- "Un système de feux de circulation pourrait être utile."

Informations générales sur les produits chimiques (n = 3):

- « Produits chimiques utilisés/contenu/concentration – doivent être accompagnés de signes avant-coureurs. »
- « Nom des produits chimiques avec les signes codés par couleur pour transmettre le message au public qu'il est dangereux pour certaines activités et applicable à d'autres fins. De plus, il est indispensable de recycler les informations avec les types

Sondage 10 Résultats (N=11):

En quoi la connaissance des produits chimiques contenus dans les jouets serait-elle bénéfique pour la gestion des déchets, y compris le recyclage et l'élimination dans votre pays ?

Connaissances et information (n = 4):

- « Cela va aider les acteurs impliqués dans la gestion des déchets ! Ils sauront comment manipuler différents jouets et quel type de gestion des déchets doit être fait en fonction des produits chimiques utilisés dans les jouets.
- « Le type de produits chimiques et les informations sur les types de plastique (1 à 7 codes de plastique) seront bénéfiques pour le vendeur ainsi que pour les vendeurs locaux pour identifier le potentiel de recyclage des jouets et ses valeurs de recyclage sur le marché. »
- « En triant. »
- « L'information donne une chance de réutiliser, de recycler ou d'utiliser un produit de manière appropriée. Le recyclage peut être optimisé pour (plus ou moins) le même niveau de produits, s'il est sûr qu'il n'y a pas de substances dangereuses dans les déchets.

Protection de l'environnement (n = 2):

- "Cela protégera l'environnement des produits chimiques nocifs."
- « Les jouets contenant des produits chimiques toxiques ne doivent pas être mis en décharge ou incinérés pour éviter la pollution. »

Élimination, manipulation ou recyclage corrects (n = 4):

- "Eh bien, si les recycleurs étaient concernés, ils pourraient s'assurer que les produits toxiques ne sont pas recyclés en produits de consommation, en particulier en jouets."
- « Des informations sur certains produits chimiques préoccupants (par exemple, les retardateurs de flamme, les phtalates, etc.) seraient bénéfiques pour les recycleurs afin qu'ils sachent quelles sont les utilisations appropriées pour le recyclage. »
- « Oui, cela a particulièrement profité aux réglementations qui comprenaient la responsabilité élargie des producteurs (REP) - la gestion des déchets et une politique d'élimination appropriée. »
- « Empêcher les produits chimiques dangereux de revenir sur le marché en tant que matériaux recyclés, comme cela se produit avec les plastiques. »

Résultats du sondage 11 (N=16):

Une base de données mondiale développée dans le cadre de l'approche SCIP serait-elle importante pour parvenir à une plus grande transparence sur les produits chimiques préoccupants dans les jouets?

Oui - (100%)

Non – (0%)

Ressources utiles:

- **Outil Global Chemicals Outlook I**
<https://www.unep.org/resources/report/global-chemicals-outlook-ii-legacies-innovative-solutions>
- **OMS (2016) : Prévenir les maladies grâce à des environnements sains**
https://www.who.int/quantifying_ehimpacts/publications/preventing-disease/en/
- **Assemblée générale des Nations Unies A/HRC/33/41 (2016) : Rapport du Rapporteur spécial sur les implications pour les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des substances et déchets dangereux**
<https://undocs.org/A/HRC/33/41>
- **Examen par le PNUÉ des politiques et réglementations relatives à la sécurité des jouets liées aux produits chimiques dans certains pays à revenu faible et intermédiaire**
https://saicmknowledge.org/sites/default/files/publications/UNEP_Review_Toy_Safety_policies_LMIC_final.pdf
- **Directive européenne sur la sécurité des jouets - Substances restreintes dans les jouets**
https://echa.europa.eu/substances-restricted-toys?p_p_id=eucleflegislationlist_WAR_euclefportlet&p_p_lifecycle=0&p_p_col_id=column-1&p_p_col_count=1
- **Produits chimiques préoccupants dans les jouets en plastique – ScienceDirect**
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160412020321498?via%3DIihub>
- **Étude du PNUÉ : Des produits chimiques nocifs trouvés dans 25 % des jouets pour enfants**
<http://sdg.iisd.org/news/harmful-chemicals-found-in-25-of-childrens-toys-unep-study-finds/>
- **Initiatives IPEN sur les produits chimiques dans les jouets pour enfants**
<https://ipen.org/tags/chemicals-childrens-toys>
- **IPEN : Toxiques dans les produits**
<https://ipen.org/site/toxics-products-overview>
- **IPEN : Sensibilisation aux dangers pour la santé des phtalates dans les jouets en Arménie**
<https://ipen.org/site/awhhe-report-raising-awareness-health-hazards-phthalates-toys>
- **IPEN : Produits chimiques nocifs dans les jouets aux Philippines**
<https://ipen.org/documents/harmful-chemicals-detected-toys-sold-philippines>
- **IPEN : Phtalates dans les jouets en plastique et articles de puériculture en Serbie**
<https://ipen.org/site/cry-game-phthalates-plastic-toys-and-childcare-articles>
- **IPEN : Produits chimiques toxiques dans les produits pour enfants au Népal**
<https://ipen.org/documents/toxic-chemicals-childrens-products-nepal>
- **Base de données de l'UE sur les substances préoccupantes dans les produits**
<https://echa.europa.eu/scip>

CoP CiP : Le Secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et la Division de la santé environnementale de l'Université du Cap (UCT) ont créé cette communauté de pratique (CoP) pour favoriser les discussions en ligne et aborder les questions clés sur les produits chimiques dans les produits (CiP) parmi les parties prenantes des gouvernements, des organisations internationales, de l'industrie, des universités et de la société civile.

Cette CoP contribue au projet SAICM/GEF sur la composante de gestion des connaissances sur les questions de politique relative aux produits chimiques émergents. Cette activité est soutenue par le projet ID: 9771 du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur les meilleures pratiques mondiales sur les problèmes émergents de politique chimique dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM).

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter le Secrétariat de la SAICM à saicm.chemicals@un.org ou UCT à uctcops@outlook.com.

Rejoignez la CoP CiPs à: <https://saicmknowledge.org/community>

Avertissement : Les informations contenues dans ce condensé représentent les opinions des membres participant de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Secrétariat de la SAICM, du FEM ou de UCT, et la citation de noms commerciaux ou de processus commerciaux ne constitue pas une approbation.

